

Alexandre DORNA
Université de Caen (France)

L'implosion de la culture humaniste des universités françaises

L'Université doit-elle s'adapter à la société ou la société doit-elle s'adapter à l'Université ? (...) Il ne s'agit pas seulement de moderniser la culture : il s'agit aussi de culturaliser la modernité.

(Edgar Morin, *La tête bien faite*, Seuil, 1999, 94)

Abstract : This text is a brief reflection on the identity crisis faced by universities in the world, particularly the culture of the French University. Since 2007, French academics must adapt to a law reform and evaluation of their functioning. The evaluation system is managed by an agency *ad hoc*. The pressure of economic globalization is largely responsible for the attempted homogenization of knowledge and methods. The techniques of quantitative evaluation criteria introduce competition, competitiveness and productivity, until now very little used in France as part of higher education. Since there has been almost no debate on the subject, it is necessary to rethink the characteristics of French universities and also the evaluation criteria, especially since the consequences could reverse the tradition and image of the entire French culture.

Keywords : university, university reform, AERES, assessment, culture.

Une réflexion s'impose sur la crise d'identité que subissent actuellement les universités dans le monde et notamment en France. Le manque de dialogue institutionnel et la pression d'un rouleau compresseur évaluatif imposé par la caste technocratique, risque fort de détruire les fondations culturelles des universités et de les transformer en « lycées techniques professionnels », entraînant l'ensemble vers une perte de l'esprit humaniste qui faisait leur singularité et leur renommée mondiale. La volonté de créer des « pôles d'excellence » académique, et d'élargir la participation des entreprises dans la recherche et la gestion des universités est un moyen pour imposer une stratégie technocratique à l'échelle mondiale afin de rendre l'enseignement et la recherche dépendants de la machine économique supranationale.

Autrefois l'Université française était le symbole d'un espace de réflexion humaniste dans un monde dominé par la pensée technicienne. Aujourd'hui, cette exception culturelle n'est plus. La marche forcée de la « modernisation » des universités aboutit à une grave impasse : la mission culturelle de l'Université à la française est remise en question. Les responsables

de cette « politique » sont la caste managériale technocratique qui influence les décisions des gouvernements autant de gauche que de droite.

Inutile d'insister : la technique a vampirisé la science au sens large du terme et, par ricochet, a rétréci la culture, tout en rendant l'humain superflu. Les écrits d'Arendt sur la crise de la culture constituent un excellent paradigme d'analyse. Faudrait-il donc s'interroger sur la signification moderne de la science et le rôle de la recherche expérimentale, afin d'évaluer la pertinence de la tradition humaniste à l'Université ? Bien entendu : la perte d'équilibre entre le savoir et la sagesse ne cesse de provoquer la rupture entre les formes de vie, les liens sociaux et la crise de la société dont l'humain en tant que valeur universelle est en train de se transformer en marchandise interchangeable. C'est l'ensemble de tout le dispositif de l'Éducation nationale qui claudique devant l'esprit d'entreprise au sens marchand du terme et devant l'idéologie libérale au détriment de l'intérêt général et des principes républicains.

Au niveau épistémologique, la domination des méthodes quantitatives et des procédures d'expérimentation menacent les méthodes qualitatives et les approches cliniques ainsi que la vision holiste et compréhensive, au point qu'une remise en question des racines de l'humanisme classique est en cours. En conséquence, toutes les pratiques et les relations entre les disciplines universitaires sont bouleversées. Les « Humanités » se trouvent réduites à une portion de plus en plus incongrue dans la masse des connaissances universitaires. Pire encore : jugées improductives par la technocratie gouvernementale. La notion de « complexité » traduit assez mal la « perplexité » de l'homme moderne devant la technologie, car l'autonomie de la technique et les effets pervers de l'hyperspécialisation se sont installés au cœur des enseignements au nom d'une Université professionnelle à la traîne des besoins économiques. Ainsi, la vision progressive, positive et optimiste de la modernité aboutit par la force de ses excès à une impasse morale autant que politique et laisse la place à un post-humanisme procédural dont la fiction est un pâle reflet de la réalité présente et de la déshumanisation future.

1. Des paradoxes et des contradictions

Les sciences de l'homme subissent une forte pression (institutionnelle) pour adapter leurs bases épistémologiques (théories et méthodes) aux conditions qui régissent les sciences naturelles. C'est la victoire de l'ingénierie des automates sur l'ancienne psychologie humaine, dont l'objectif n'est autre que d'imposer les modèles et les objectifs de la science naturelle pour orienter les étudiants vers des carrières techniques adaptées aux exigences productivistes des entreprises. Les intérêts particuliers auront donc toutes les chances de s'imposer à l'intérêt général et de vampiriser l'essence de la condition humaine. Ainsi, la recherche et l'enseignement, l'idéal de la science, jadis réputés pour leur

capacité critique, ne seront guère une garantie d'autonomie individuelle ni d'émancipation sociale.

Pourtant, les discours flamboyants sur les potentialités économiques des sciences se heurtent à une réalité contradictoire. A savoir :

- Le savoir technologique qui justifie une technocratie puissante n'a pas pour autant l'efficacité qu'il prétend avoir. Les recherches inspirées de l'ingénierie se montrent de moins en moins utiles pour faire face aux graves problèmes qui accablent l'humanité. L'utilisation de la physique nucléaire à des fins autant industrielles que guerrières en est un triste exemple.

- La connaissance en sciences humaines et sociales issue de la méthode scientifique se révèle de plus en plus lacunaire et les résultats s'éparpillent en multiples micro-théories qui polluent et rendent aveugles les projets de société humainement valables.

- Les sciences naturelles disposent de moyens économiques réduits (en contraste avec les sciences humaines) pour leur développement autonome. Mais ses résultats sont assez contradictoires, et parfois nuisibles aux idéaux démocratiques.

- Les citoyens n'exercent pas un véritable contre-pouvoir sur l'emprise des idéologies économiques qui les manipulent avec cynisme pour le plus grand bien des élites. D'autant que la politique est de plus en plus soumise aux orientations technocratiques.

Paradoxalement la pratique brouille les pistes, renverse les perspectives et détruit le projet le plus cher de la modernité ; le perfectionnement de l'homme et de la société. La valeur des grands principes fondateurs (la rationalité, l'universalisme, l'humanisme et la laïcité) s'évanouit ou reste lettre morte. La communauté de destin revendiquée par les valeurs républicaines se brise. En conséquence, la formule du scientisme, devenue la véritable idéologie gouvernementale, l'exprime avec fatalisme dans une logique post-humaniste: tout ce qui peut être pensé et calculé sera fait, réalisé!

2. Le rôle des micro-théories de laboratoire

Voilà des truismes qui taraudent les sciences humaines au point de se demander si l'absence de projet sociétal n'est pas la conséquence à la fois d'une trop grande prolifération des « micro-théories » et l'impossibilité de penser à une vision générale par excès des références. Car le but politique de la cité actuelle ne serait nullement le bonheur de l'homme, mais la puissance technique. De fait, le savoir en sciences humaines et sociales est devenu si parcellaire et si fragmenté qu'il ne peut plus concourir à proposer une perspective globale, d'où l'approfondissement des crises qui affaiblissent le fonctionnement équilibré et démocratique des institutions sociétales.

La socio-économie postmoderne est en train de déployer une négation de la société elle-même pour se contenter d'une appréciation partielle des comportements individuels. En somme, l'évolution générale du système, sournoisement, fait de l'humain un pur appendice de la technique qu'il est possible (voire souhaitable) d'extirper.

Pour prendre un court raccourci, disons que la logique et la stratégie des « pôles d'excellence », est la mise en cause d'une réalité humaine plurielle dont la conséquence épistémologique est une pensée unique. Or, curieusement, le dérèglement des codes socioculturels et la destruction des symboles ne cessent de poser le problème des « révisionnismes » théoriques et des tendances idéologiques régressives.

Par ailleurs, un autre aspect à prendre en compte : l'accélération des changements (perçus subjectivement) produit une ivresse technologique et un système devenu incompréhensible où personne ne semble savoir qui contrôle quoi ni où nous allons. C'est là que le syndrome des « micro-théories » de recherche nous conduit. Plus les disciplines en sciences humaines et sociales se multiplient (via les expériences de laboratoire ou les travaux purement empiriques qui alimentent les rapports des experts), moins on dispose d'une théorie sociale explicative globale compatible avec l'évolution vertigineuse d'un monde devenu trop virtuel. Ainsi, lorsque la connaissance s'émiette, se fragmente et finit par se transformer en savoirs autonomes, alors nous avons une connaissance de rien.

Il y a en conséquence ainsi des savoirs qui sont en train de s'écarteler : l'humaine et la mécanique. Ce sont deux cultures. Il suffit de regarder l'attitude de l'expert, de plus en plus légitimé par les pouvoirs politiques, dont le savoir est de plus en plus partiel et démuné de passerelles pour restituer une vision intégrale. C'est pourquoi le fétichisme de l'évaluation manipulé par l'expert dont le rôle est surdéterminé par l'obsession du rendement et la productivité écarte le bon sens du généraliste et le besoin d'un dialogue pour éclairer les enjeux et envisager les solutions. Avons-nous donc besoin de revenir sur la sensibilité du praticien qui est capable de faire face à l'urgence en tenant compte de l'ensemble des opinions a priori importantes ?

Or, les critères techniques de l'évaluation se passent des dialogues et des conversations, car seules les mesures et les calculs comptent. C'est là une des limites des agences d'évaluation gouvernementales. Bref, le talon d'Achille de la pensée politique soumise à des critères quantitatifs productivistes.

3. L'AERES: une fausse bonne idée technocratique

L'AERES (agence d'évaluation de l'enseignement supérieur et de la recherche) est un dispositif technique d'évaluation mis en place en 2007 afin de conduire le processus d'évaluation des établissements d'enseignement supérieur, des organismes et des unités de recherche, des formations et diplômes

d'enseignement supérieur, ainsi que de la validation des procédures d'évaluation de leurs personnels. L'idée est faussement bonne.

Il faut y voir le levier volontariste et autoritaire de la loi sur la réforme universitaire (LRU) instruite par le gouvernement de M. Sarkozy en début de mandat en 2007, sous le regard narquois des hauts fonctionnaires ayant servi dans divers gouvernements, de gauche et de droite, sans donner réponse à une crise mondialisée qui affecte toute la société et l'économie françaises. Mais si les universités françaises sont malades, nul diagnostic sur le fond ne fut proposé par le gouvernement pour justifier la réforme ni la forme d'évaluation à caractère technocratique. La formule provocatrice de Valérie Pécresse, ministre des Universités, sur le caractère « irréformable » de l'Université sonnait comme un défi personnel, et une sorte d'épreuve de force entre les universitaires et le gouvernement avec la rigidité de tout volontarisme : ou ça passe ou ça casse ! Bref, les universitaires devaient payer pour leur esprit critique devant l'anti-intellectualisme pragmatique de la technocratie ministérielle et la pensée unique des idées libérales du personnel politique au pouvoir.

La réforme de l'Université, qui avait provoqué sept mois de grève, faisait partie de la stratégie mondiale, engagée depuis des années autour de l'idée de *new public management*, dans la quête d'une norme universelle de « bonne gouvernance » qui devrait s'imposer dans tous les États. De plus, en France, cette tentative d'homogénéisation s'ajoute à une autonomie financière et de gestion, mais avec un renforcement du contrôle du pouvoir central. Mesures contradictoires qui provoquent un dépérissement de l'Université face aux « grandes écoles » et aux établissements privés à l'échelle européenne dont l'autonomie est plus grande.

Il y a là, faut-il insister, une responsabilité partagée par les gouvernements successifs, dont les élites techniciennes et politiques connaissent peu la culture universitaire, et les universitaires eux-mêmes, qui n'ont pas réussi à créer leurs instances de débat ni à fonctionner comme une communauté par delà le corporatisme.

La justification de l'« agence » (la terminologie anglophone est redoutable et chargée historiquement) rappelle l'objectif opérationnel pour « l'amélioration de la qualité du système de recherche et d'enseignement supérieur, en accord avec les recommandations européennes et les décisions des ministres européens dans le cadre du processus de Bologne ». L'esprit du processus de Bologne est de refonder les universités européennes afin de les préparer à l'entrée dans l'« économie mondialisée de la connaissance » d'inspiration fortement libérale, et largement nord-américaine. C'est la volonté d'imposer une norme « marchande » universelle, qui fait du savoir universitaire une marchandise échangeable partout. Et de lancer les universités européennes dans une course à l'économie de la connaissance compétitive et productiviste. Le moyen d'arriver est de les classer à l'échelle mondiale. Or la procédure dite

de Shanghai ne dit rien sur le contexte culturel ni la pertinence de l'enseignement. Les critères sont simplement quantitatifs : nombre des prix Nobel et des brevets, mètres carrés de laboratoires, etc. Mais en réalité rien sur la qualité de la recherche ni celle de l'enseignement. La qualité de la transmission des connaissances est franchement ignorée, car inchiffable.

Pour des observateurs critiques (Beaud et al. 2010), c'est une tentative de démanteler l'enseignement et la recherche et de réduire, voire d'éliminer leur mission de service public, tout au moins en France, afin de subordonner la connaissance aux lois du marché. Pour ce faire (le malheur des uns fait le bonheur des autres), l'AERES a vu son budget tripler entre 2007 et 2009, une évolution dont bien des universités auraient aimé pouvoir profiter sur la même période.

L'AERES fonctionne grâce aux tâches évaluatives des « experts », qui sont surtout des techniciens qui trouvent là une occasion de renforcer leurs réseaux de pouvoir. Leur tâche idéologique inavouable : contribuer à l'élimination des laboratoires de l'enseignement supérieur non conformes aux normes fixées par l'orientation inspirée des règles de l'économie libérale mise en place par les gouvernements de l'Union européenne. Encore plus : ces pratiques évaluatives seront appliquées également en France aux établissements de l'enseignement primaire et secondaire. Avec l'idée de transformer les recteurs et les chefs d'établissements en managers qui pourront désormais bénéficier de primes d'intéressement aux résultats, comme les actuels présidents d'Universités.

Enfin, faut-il le rappeler, la création des agences d'évaluation universitaires s'est inspirée à la fois du modèle de la gouvernance des entreprises privées et des méthodes de management dont les grandes universités technologiques nord-américaines ont exporté les prototypes en Europe et dans le reste du monde ; la France étant un des derniers pays à résister à la vague technocratique en matière de promotion universitaire.

4. Des questions pour relancer un débat qui n'a pas eu lieu

Un semblant de débat fut proposé par le ministère de l'Enseignement supérieur. Mais rarement les enseignants universitaires ont eu l'occasion de s'exprimer. En conséquence, l'idée de ré-ouvrir un dossier bouclé dans la précipitation politique s'impose. Il faut clarifier les conditions et situer les questions qui habilite la compétence des uns et des autres, afin d'entamer un dialogue à la hauteur des besoins et à l'égalité des questions. A savoir :

- La méthode technicienne est-elle encore l'horizon indépassable des sciences et la manière de faire la transmission des connaissances en SHS ?

- La science est-elle devenue la créature faustienne et dogmatique de la technocratie ?
- La raison calculatrice est-elle devenue (in)séparable de l'émotion humaine ?
- Quels sont les antagonismes entre le savant, le technicien et le politique ?
- Peut-on continuer à privilégier la pensée technique issue des sciences naturelles au détriment d'une approche humaniste ?
- Quelle est la place de la culture dans l'évaluation de la pratique des sciences sociales ?
- Quel est l'impact du scientisme dans l'idéologie libérale actuelle ?
- Qui sont les évaluateurs et les agences d'évaluation universitaire ?
- L'Université française est-elle victime d'une crise de vocations ou du marché économique ?
- Quelle Université, quelle science et pour quelle société sont-elles à proposer ?

Précisons que le contexte politique actuel rend ces questions utiles et fort pertinentes. La vision « économiste » de l'Université s'inscrit parfaitement dans une perspective néolibérale et une stratégie de mondialisation du capitalisme financier et technologique.

Curieusement, la majorité des technocrates qui dirigent les universités ne sont pas hostiles à cette vision, tous se trouvent comme un poisson dans l'eau, au sein du système dominant qui leur assure un prestige et un pouvoir accrus. Par ailleurs, la plupart des enseignants en postes de responsabilité administrative sont des « fonctionnaires » dont la formation de plus en plus technique ne favorise que très peu la réflexion critique sur les liens qui existent entre leur travail d'enseignant-chercheur et la société dans laquelle ils évoluent. Ils se perçoivent eux-mêmes comme faisant partie de l'élite, appelés à renouveler les connaissances et à former les plus doués de la société ; un trait commun d'autocongratulation les faisant adhérer inconsciemment à l'ordre social dont ils pensent constituer une couche assez privilégiée. Rares sont ceux qui saisissent l'érosion du socle culturel qui avait rendu l'Université moderne et leurs rôles non seulement souhaitables, mais possibles. H. Bergson le rappelait en 1919, avec une certaine fierté, lors d'une conférence aux universitaires américains, en ces termes : « Le principe de notre système d'éducation est qu'il faut traiter tout étudiant, et même tout écolier, comme s'il y avait en lui l'étoffe d'un maître ».

Aujourd'hui, peu nombreux sont les universitaires qui comprennent la raison de la menace de « prolétarisation » qui pèse sur la grande majorité des intellectuels et sur la culture générale par les orientations managériales imposées à l'échelle mondiale. Ainsi nous sommes non seulement aux antipodes de l'idéal de l'Université classique, où l'enseignement était l'essentiel, tandis qu'aujourd'hui c'est la recherche technologique, qui précipite un suicide culturel profitable à une élite financière.

Les membres du corps des professeurs d'université se conforment, inexorablement, à la structure sociale en place, mais leur conformisme n'est pas un choix lucide, ni cynique ni prospectif, mais l'aboutissement des plans de carrière, et d'un manque d'esprit critique, faite d'une dépolitisation progressive et hélas profonde. D'où un *statu quo* qui risque de devenir dangereux. Car leur propre condition est devenue superflue dans un monde où la concurrence la conditionne. Les enseignants-chercheurs ont épousé une « réalité statutaire » sans avoir perçu pleinement la portée des réformes qui sont en cours. Leur peu d'intérêt pour les questions de la cité — jugées négativement par l'idéologie « scientifique » officielle — a rendu les universitaires très peu sensibles au questionnement politique de leur propre travail. C'est une des raisons qui leur font avaler les pilules amères d'une stratégie de réformes qui vise à transformer les anciennes *Alma Mater* en simples établissements techniques au service du système productif.

Dans un ouvrage récent, Martha Nussbaum (2010), universitaire américaine, présente un plaidoyer « pragmatique » pour les SHS sans évoquer un âge d'or de l'humanisme académique ni considérer que les lettres et les arts sont un bien *a priori*. Sa thèse n'est pas que l'enseignement et la recherche en SHS doivent être préservés malgré la crise économique et les exigences technologiques accrues : mais d'affirmer, au contraire, que les humanités constituent un des éléments-clefs de la réponse à cette crise et surtout pas un luxe que nos sociétés ne peuvent plus se permettre dans un monde de concurrence économique mondialisée. Bref, les humanités ont un intérêt social et politique. Car nos anciennes valeurs nous tiennent à cœur, il nous faut alors former non seulement de bons techniciens, mais également des hommes et des femmes dotés des capacités critiques et empathiques nécessaires pour bien remplir leur rôle de citoyens capables de comprendre des situations nouvelles et traiter des problèmes différents, tout en respectant le cadre moral et culturel sur lequel repose notre civilisation commune.

5. Un dernier mot critique

Sachons-le et répétons-le : le pouvoir économique et les autorités éducatives de tutelle sont en train d'ouvrir les portes de l'enseignement public aux marchands de l'entreprise privée et aux techniciens de la productivité commerçante. En somme : le rêve d'émancipation par la connaissance laïque et l'instruction du savoir partagé par tous est brisé. Le glas est sonné pour l'espoir du perfectionnement de l'homme et l'amélioration spirituelle de l'humanité toute entière. Personne n'est encouragé à intégrer le cœur et la raison ni à replacer l'humain au centre du dispositif de l'éducation. Il n'y aura plus d'empathie citoyenne, mais la tyrannie du calcul insensible de la machine productiviste. Car l'homme issu du système éducatif productiviste deviendra décérébré et amorphe

au point de finir jetable comme un objet superflu et peu rentable après quelques années d'usure intensive. C'est la conséquence du modèle anglo-saxon et de l'idéologie libérale qui font du pragmatisme technique la panacée d'un monde où le profit privé maximal se fait en méprisant la culture et l'altruisme. Or, jadis, les universités, la recherche (scientifique) et l'enseignement (public) étaient une garantie pour la défense de l'intérêt général et des connaissances humaines.

Références

- BEAUD, O., ENCRENAZ, P., GAUCHET, M., VATIN, F., CAILLE, A. 2010. *Refonder l'Université*. Paris : La Découverte.
- NUSSBAUM, Martha. 2010. *Not for Profit. Why Democracy Needs the Humanities*. Princeton & Oxford: Princeton University Press.